

La relance en Auvergne-Rhône-Alpes : indicateurs économiques et sociaux

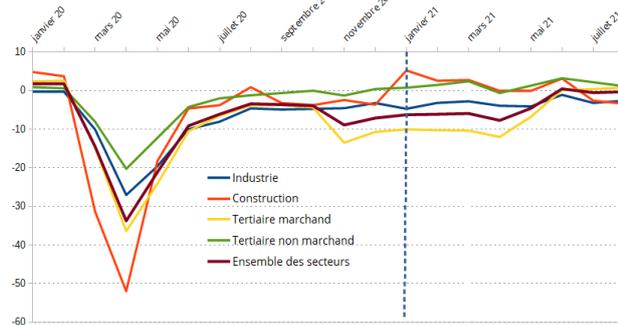
DONNÉES ENTREPRISES

Estimé à partir des informations déclarées dans la déclaration sociale nominative (DSN), le volume d'heures rémunérées par les entreprises donne un aperçu du niveau d'activité dans la région.

Selon cet indicateur, en juin 2021, l'activité a dépassé pour la première fois son niveau d'avant-crise, portée par le tertiaire non marchand et la construction. En juillet comme en août, l'activité repasse sous le niveau d'avant-crise notamment du fait des pertes continues de l'industrie et du retournement de la construction (- 3 % en juillet et autant en août par rapport aux mêmes mois de 2019, après + 3 % en juin). Le tertiaire marchand continue en revanche sa reprise progressive et le tertiaire non marchand ralentit sans marquer le pas.

En août 2021, le volume d'heures rémunérées se- rait de nouveau en repli par rapport à 2019

Évolution, par rapport à la même période de 2019, du volume d'heures rémunérées par secteur



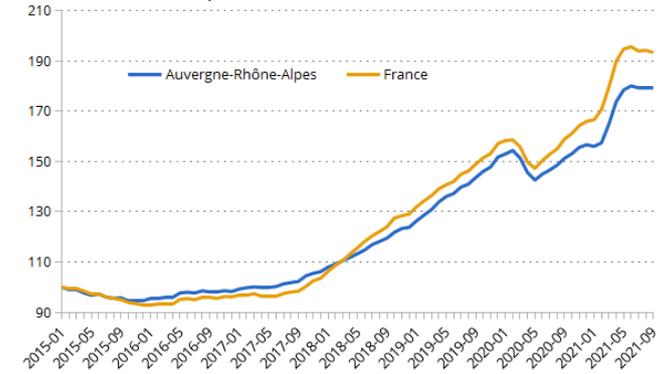
Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé.

Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles consultées au 25 octobre 2021

Après quatre ans de croissance soutenue (à l'exception du premier confinement), le nombre de créations d'entreprises, en cumul sur douze mois, atteint un plateau à 119 000 créations depuis mai 2021 ; cette phase de stabilité se prolonge en août et septembre. Le léger décrochage constaté par rapport à la dynamique nationale, amorcé à l'été 2020, se maintient.

Les créations d'entreprises se stabilisent

Créations d'entreprises, cumul sur douze mois



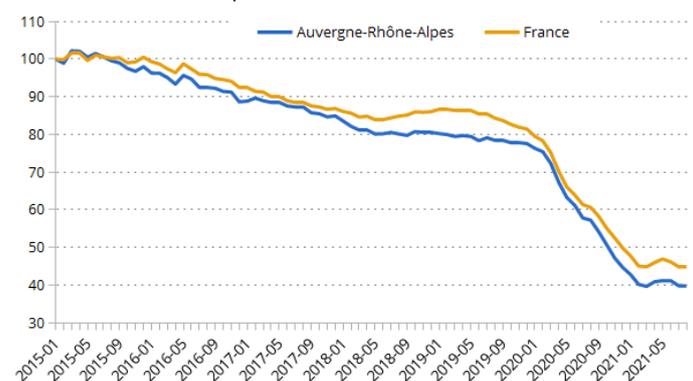
Source : Insee, données brutes mensuelles consultées au 25 octobre 2021 (base 100 au 1^{er} trimestre 2015 - cumul 12 mois)

De mars 2020 à mars 2021, le nombre de défaillances d'entreprises enregistrées est en forte baisse. Ces données doivent être interprétées avec prudence : la baisse s'explique surtout par des reports de traitement des dossiers par les tribunaux de commerce et par les aides publiques qui peuvent éviter temporairement à des entreprises de déposer un dossier au tribunal de commerce.

Après une faible hausse au printemps, le nombre de défaillances baisse de nouveau en juillet, approchant la valeur de mars, la plus basse depuis 1990. Elles se maintiennent en août.

Les défaillances au plus bas depuis 30 ans

Défaillances d'entreprises, cumul sur douze mois



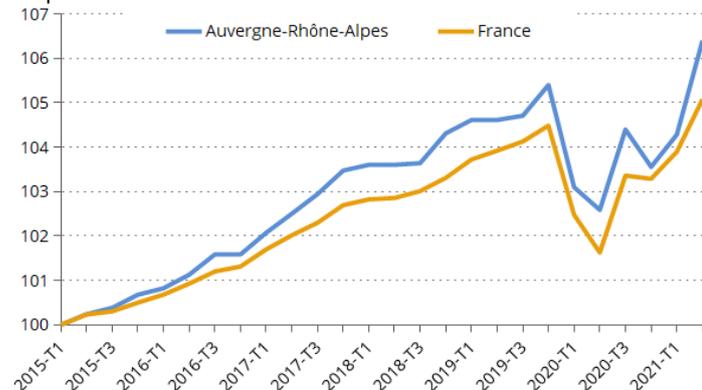
Source : Fiben, Banque de France, données brutes mensuelles consultées au 25 octobre 2021 (base 100 au 1^{er} janvier 2015 - cumul 12 mois)

EMPLOI SALARIÉ

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi salarié total compte 3 091 900 salariés au 2^e trimestre 2021. Par rapport à l'avant-crise, la région compte 0,9 % de salariés supplémentaires, contre + 0,6 % en France.

La reprise de l'emploi continue sur sa lancée

Emploi salarié



Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin septembre 2021 (base 100 au 1^{er} trimestre 2015).

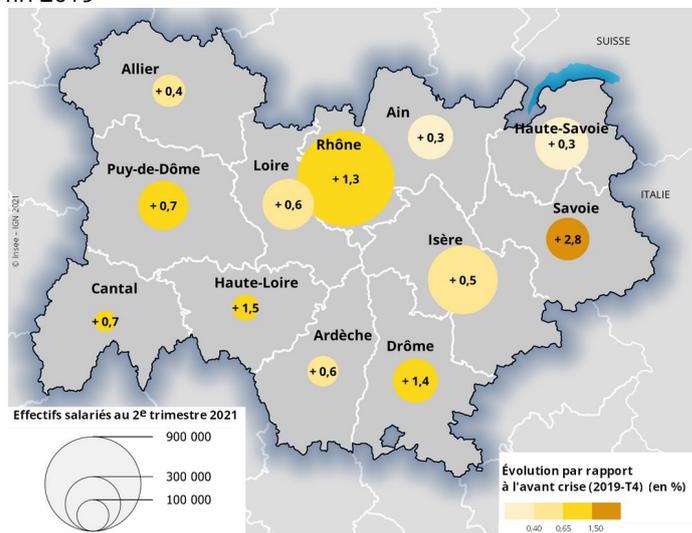
Note : la crise sanitaire fait apparaître une rupture de saisonnalité à partir du 1^{er} trimestre 2020. Les évolutions trimestrielles à partir de ce point sont à interpréter avec précaution.

Tous les départements de la région dépassent leur niveau d'avant-crise. La Savoie enregistre la plus forte progression (+ 2,8 %), suivie par la Haute-Loire, la Drôme et le Rhône (entre + 1,5 % et + 1,3 %). Les autres départements progressent plus modérément, de moins de 1 %.

gression (+ 2,8 %), suivie par la Haute-Loire, la Drôme et le Rhône (entre + 1,5 % et + 1,3 %). Les autres départements progressent plus modérément, de moins de 1 %.

Emploi : les départements comblent le creux de la crise

Emploi salarié au 2^e trimestre 2021 et évolution par rapport à fin 2019



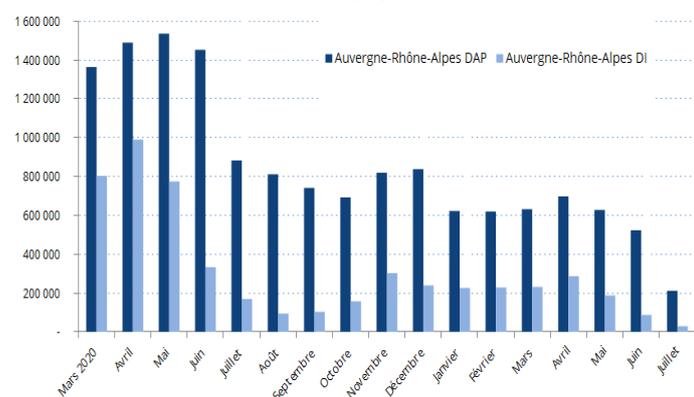
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin septembre 2021 (base 100 au 1^{er} trimestre 2015).

MARCHÉ DU TRAVAIL

Dans la région, les demandes d'indemnités pour activité partielle poursuivent leur rapide décrue : après le pic du troisième confinement en avril 2021 (280 000 demandes), 180 000 demandes sont effectuées en mai, 80 000 en juin, et seulement 30 000 en juillet.

Les demandes d'indemnisation en forte baisse en juillet

Activité partielle – demandes d'autorisation préalable (DAP) et demandes d'indemnisation (DI)



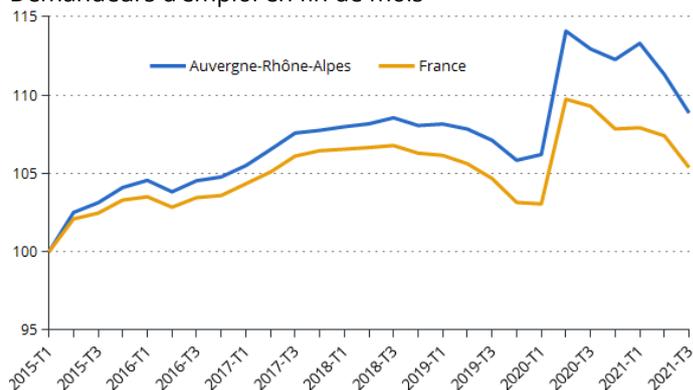
Source : ASP-DGEFP, SI Activité Partielle – Données provisoires, Traitements DREETS ARA – Chiffres arrêtés au 29 octobre 2021

Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois, qui avait fortement augmenté au premier trimestre 2021, décroît à 649 000 personnes à la fin du mois de septembre, soit une baisse de 2,2 % en trois mois et de

3,6 % en un an dans la région, à l'image de l'ensemble du pays. Leur nombre reste néanmoins supérieur de près de 3 % aux chiffres de fin 2019.

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi s'affermirait au troisième trimestre 2021

Demandeurs d'emploi en fin de mois

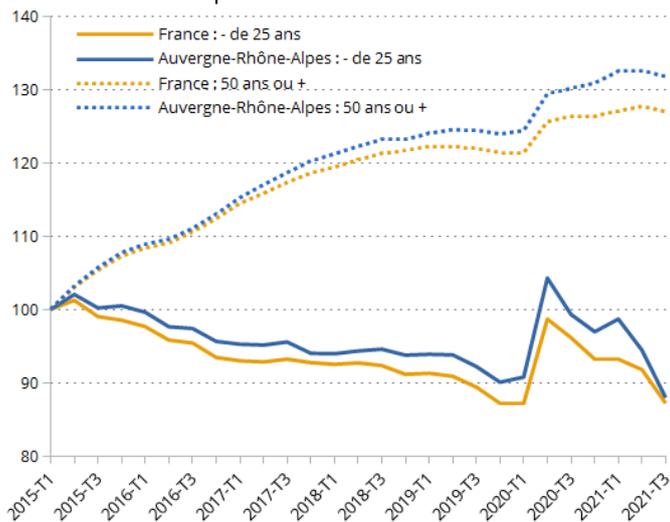


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

La baisse trimestrielle est très significative chez les jeunes de moins de 25 ans (- 6,9 %, contre - 5,0 % en moyenne nationale), repassant ainsi sous la barre des 80 000 pour la première fois depuis 2012. Les demandeurs d'emplois de 50 ans ou plus sont un millier de moins qu'au deuxième trimestre (- 0,6 %, conforme au national), mais encore 4,6 % de plus que fin 2019.

La demande d'emploi des jeunes en baisse marquée, celle des seniors ne diminue pas

Demandeurs d'emploi en fin de mois

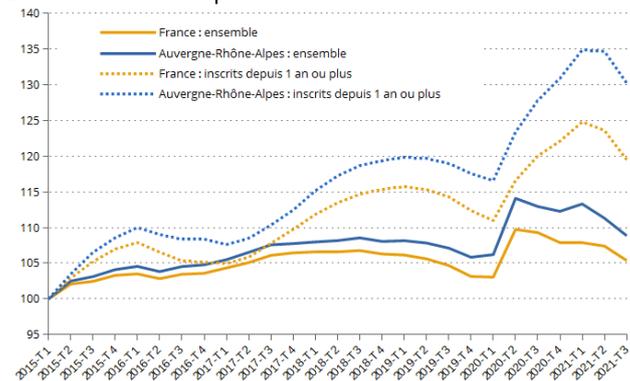


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

La baisse de la demande d'emploi concerne aussi les chômeurs inscrits depuis un an ou plus, qui voient leur nombre décroître pour la première fois depuis le début de la crise sanitaire. Une part d'entre eux était déjà éloignée de l'emploi avant la crise ; les demandeurs inscrits en tout début de crise s'y sont rajoutés depuis. Ainsi, fin septembre 2021, les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus sont 316 000, soit 11 % de plus que fin 2019.

Le nombre des inscrits depuis un an ou plus en baisse cet été, mais toujours à un niveau élevé

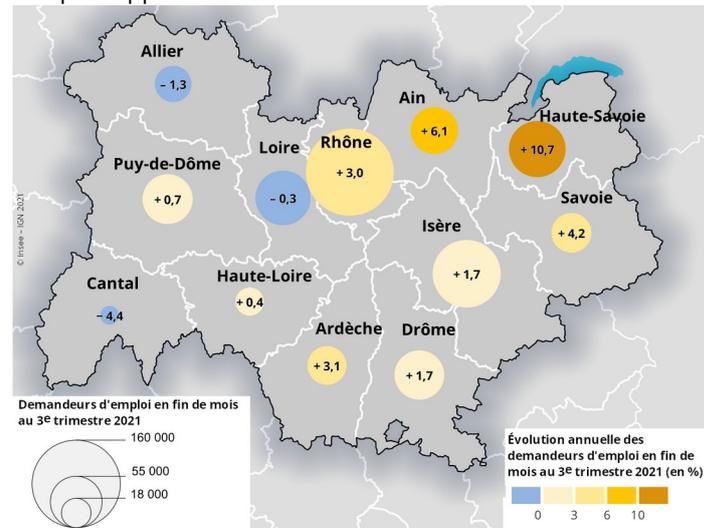
Demandeurs d'emploi en fin de mois



Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

Une augmentation des demandes d'emploi plus vive à l'est de la région

Demandeurs d'emploi à la fin du 3^e trimestre 2021 et évolution par rapport à fin 2019



Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO

Depuis le début de la crise sanitaire, le nombre de demandeurs d'emploi évolue très différemment selon les départements. La Haute-Savoie (+ 10,7 %), l'Ain (+ 6,1 %) et la Savoie (+ 4,2 %) ont subi les hausses les plus fortes.

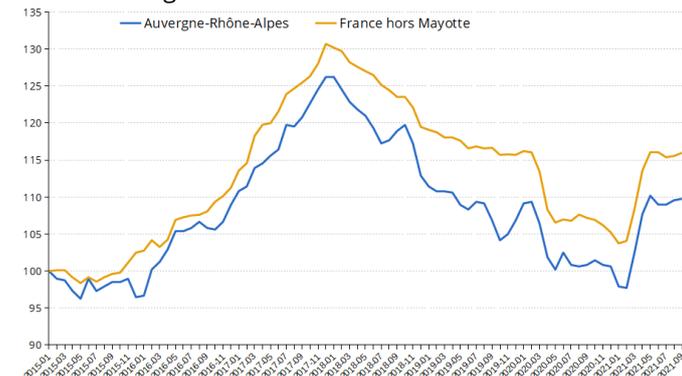
ZOOMS SECTORIELS

Construction

Après un printemps de fort rattrapage dans la région comme en France, les mises en chantier de logements se stabilisent à un niveau élevé. Entre octobre 2020 et septembre 2021, 52 800 logements ont été mis en chantier en Auvergne-Rhône-Alpes, un niveau proche de l'avant-crise.

Les mises en chantier se maintiennent à un niveau élevé

Nombre de logements commencés

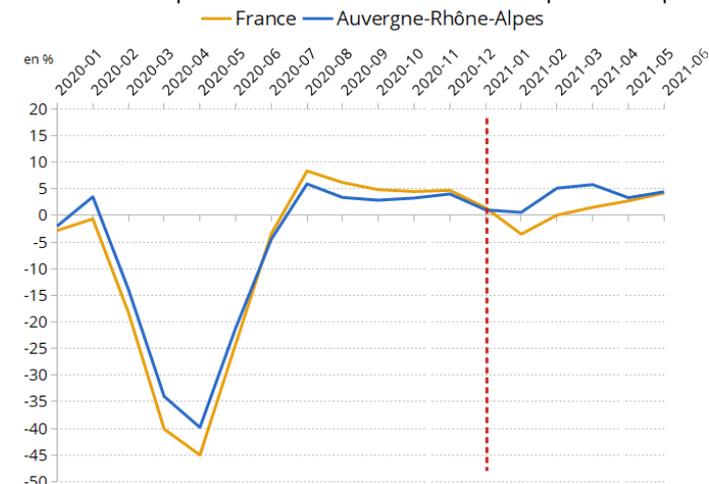


Source : SDES (cumul 12 mois en date réelle), données mensuelles consultées le 29 octobre 2021 (base 100 au 1^{er} janvier 2015)

La production de béton prêt à l'emploi en juin 2021 est supérieure au même mois de 2019 (+ 4,5 %), pour le onzième mois consécutif, symbole de la bonne relance du secteur de la construction.

Consolidation de la relance de la production de béton prêt à l'emploi

Évolution de la production trimestrielle de béton prêt à l'emploi



Notes : Cumul 3 mois - Unité : % d'évolution par rapport à la même période de 2019.

Source : UNICEM (données brutes, non CVS, non CJO) arrêtées au 28 septembre 2021, traitement CERC ARA

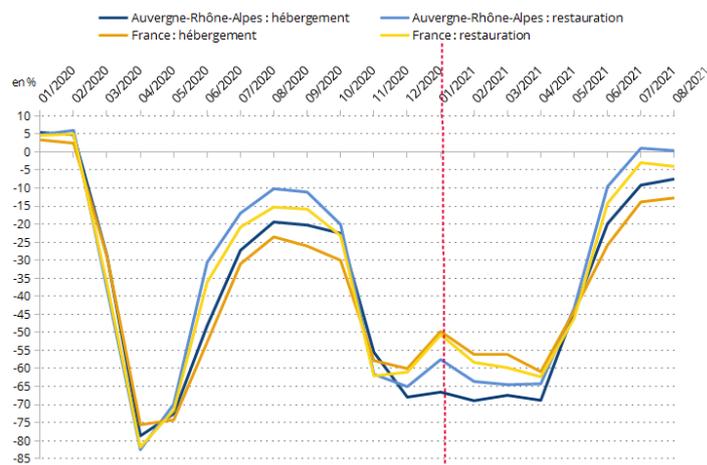
Hébergement - restauration

Dans la région, le nombre d'heures rémunérées dans la restauration a retrouvé en juillet 2021 le niveau de juillet 2019, et a gardé le rythme en août, en dépit des restrictions liées au pass sanitaire, alors que le rattrapage n'est pas encore complet au plan national. Dans

l'hébergement, les heures rémunérées continuent leur rattrapage, mais demeurent sous leur niveau d'avant-crise (- 7,5 % en août 2021 par rapport à août 2019).

Le volume d'heures rémunérées dans la restauration a retrouvé cet été son niveau estival de 2019, l'hébergement s'en rapproche

Évolution, par rapport à la même période de 2019, du volume d'heures rémunérées par secteur dans l'hébergement-restauration

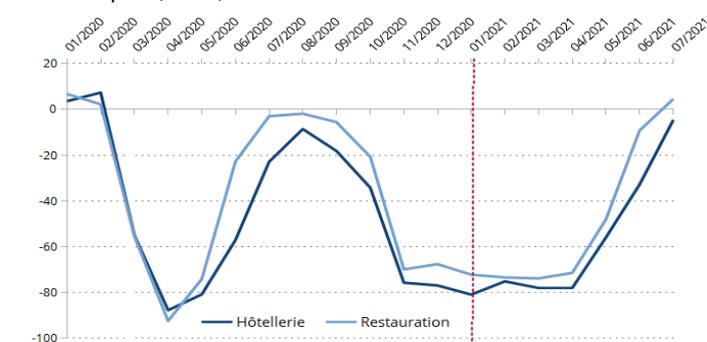


Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé. Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles consultées au 25 octobre 2021

Disponibles jusqu'en juillet 2021, les indicateurs de chiffres d'affaires se redressent encore, dépassant même le niveau de juillet 2019 dans la restauration (+ 4,5 %, contre - 48 % deux mois plus tôt). Dans le secteur de l'hébergement (- 4,6 % par rapport à juillet 2019), le retour à la normale semble proche.

Les chiffres d'affaires dans la restauration au-dessus d'avant-crise, et en phase finale de rattrapage dans l'hébergement

Évolution du chiffre d'affaires par rapport à la même période de 2019 dans l'hôtellerie et la restauration, en Auvergne-Rhône-Alpes (en %)



Champ : unités légales monorégionales pérennes de 2017 à 2020, dont l'activité principale n'a pas changé durant cette période.

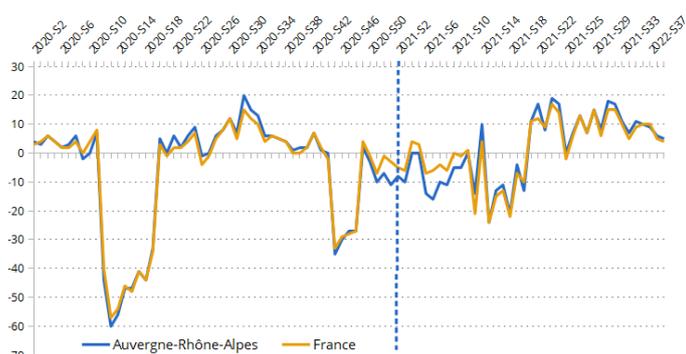
Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé. Source : DGFiP, données arrêtées au 25 octobre 2021

CONSUMMATION, CRÉDIT ET ÉPARGNE

Logiquement au ralenti lors des quatre semaines sous confinement, la consommation régionale des ménages, estimée par les paiements par cartes bancaires (hors internet), a bondi avec la réouverture des commerces le 19 mai. Par rapport aux mêmes semaines de 2019, le volume hebdomadaire des transactions par cartes bancaires est quasi systématiquement supérieur à partir de fin mai et jusqu'à fin septembre.

Consolidation de la reprise de la consommation des ménages

Évolution des montants des transactions par carte bancaire CB par rapport à la même semaine de 2019 (en %)



Note : la comparaison se fait avec la même semaine de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les semaines de l'année 2020 sont comparées aux mêmes semaines de 2019 et les semaines de 2021 sont comparés aux mêmes semaines de 2019). Cette rupture est signalée par le trait pointillé vertical. Les données agrégées utilisées proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par cartes bancaires hors transactions sur Internet. Ces informations sont sujettes à certaines limites et diffèrent des données des notes de conjoncture nationales de l'Insee.

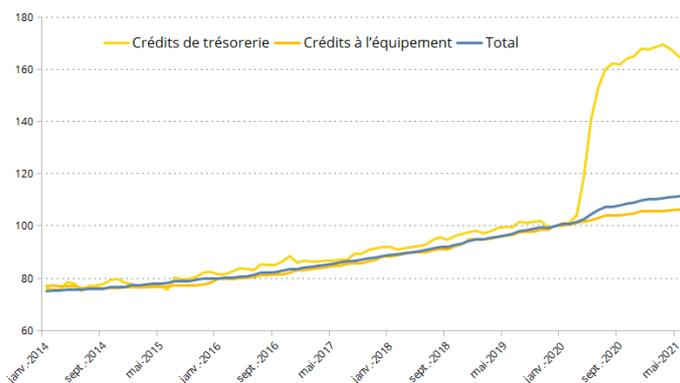
Source : cartes bancaires CB, calculs Insee, données arrêtées au 25 octobre 2021

Les encours de crédits accordés aux entreprises et aux particuliers sont constitués pour l'essentiel des crédits immobiliers, des crédits à l'équipement et des crédits de trésorerie.

Si l'encours total des crédits poursuit sa progression ininterrompue depuis quelques années, les crédits de trésorerie refluent légèrement à partir d'avril 2021 (- 3,9 % en juin par rapport au record de mars, mais + 64 % par rapport à juin 2019).

Légère diminution des encours des crédits de trésorerie

Évolution des encours de crédit accordés



Indice base 100 en décembre 2019

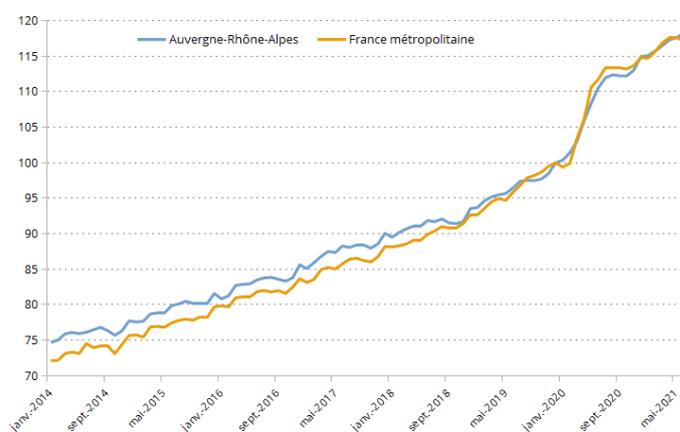
Note : données mensuelles brutes.

Source : Banque de France

Les encours de dépôts de la clientèle non financière réaccélèrent modérément dans la région en juin 2021 (+ 0,5 % d'augmentation sur un mois contre + 0,3 % en mai), tandis qu'ils diminuent en France (- 0,3 % après - 0,1 %).

Les encours de dépôts régionaux retrouvent leur tendance d'avant-crise

Évolution des encours de dépôts



Indice base 100 en décembre 2019

Note : données mensuelles brutes.

Source : Banque de France

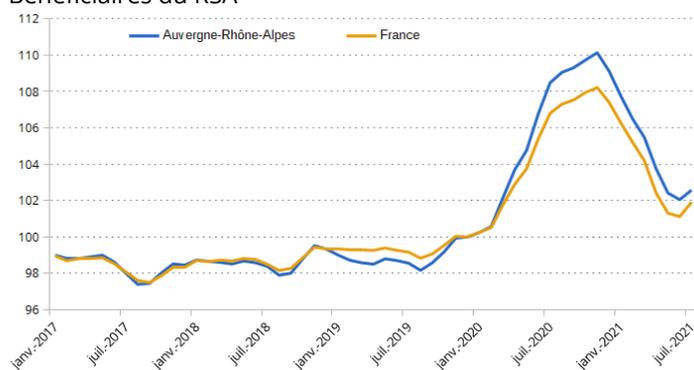
INDICATEURS SOCIAUX

De mars à novembre 2020, le nombre de bénéficiaires du RSA a été en hausse continue à la suite des effets du premier confinement, avant d'amorcer une décrue en décembre et début 2021.

Après un point bas de 162 600 bénéficiaires atteint en juin, une légère hausse se dessine. La région compte 163 500 allocataires en juillet, soit 2,6 % au-dessus du niveau d'avant-crise (159 400), une position moins favorable que celle de l'ensemble de la France (+ 1,3 %).

Le nombre d'allocataires du RSA repart légèrement à la hausse

Bénéficiaires du RSA



Indice base 100 en décembre 2019

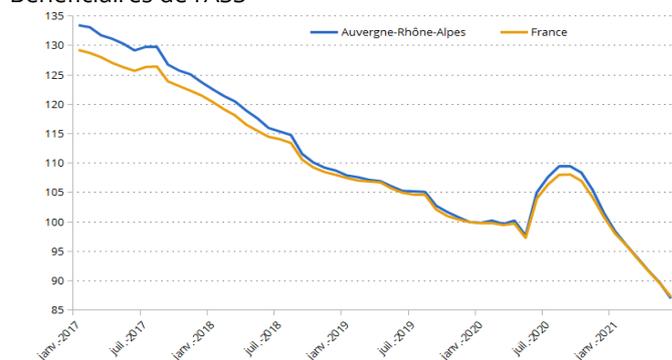
Note : données brutes en fin de mois. Les données des 5 derniers mois sont provisoires.

Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données arrêtées au 29 octobre 2021

Fin juin 2021, 28 000 allocataires perçoivent l'allocation de solidarité spécifique (ASS) dans la région, soit 21 % en dessous du pic de septembre 2020. Ce sursaut dû à la crise est effacé et la diminution tendancielle d'avant-crise est même renforcée. La baisse est liée en grande partie aux mesures de prolongation des droits à l'allocation chômage, qui concernent les demandeurs d'emploi arrivés en fin de droits entre le 30 octobre 2020 et le 30 juin 2021.

Le nombre d'allocataires de l'ASS diminue vite, dans un contexte de prolongation des droits à l'allocation chômage

Bénéficiaires de l'ASS



Indice base 100 en décembre 2019

Note : données brutes en fin de mois. Les données des 5 derniers mois sont provisoires.

Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données arrêtées au 29 octobre 2021